



Assemblée générale

Distr. générale
15 avril 2019
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante et unième session

24 juin-12 juillet 2019

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

L'impact de la migration sur les femmes et les filles migrantes : une perspective de genre

Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants

Résumé

Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants rend compte des activités qu'il a menées pendant la période couverte par le rapport. Il propose également une étude thématique, effectuée dans une perspective de genre, sur les conséquences de la migration sur les femmes et les filles migrantes, son objectif étant de contribuer à une meilleure compréhension de la migration en tant que phénomène genré et de son impact sur les droits de l'homme.

Les femmes représentent un peu moins de la moitié de la population migrante internationale. Si les femmes et les hommes décident d'émigrer pour des raisons similaires, les normes genrées sociales et culturelles jouent également un rôle décisif dans le processus migratoire et ont de ce fait un impact sur le vécu des femmes et des filles migrantes. Une meilleure compréhension de la migration en tant que phénomène genré peut permettre aux États de mieux protéger les femmes et les filles migrantes contre les discriminations, les violences et les violations fondées sur le genre à tous les stades de la migration et de mettre en œuvre leurs droits de l'homme.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Activités du Rapporteur spécial	3
A. Visites de pays	3
B. Autres activités	3
III. Étude sur l'impact de la migration sur les femmes et les filles migrantes : une perspective de genre	4
A. Introduction	4
B. Le cadre international des droits de l'homme régissant le genre et les migrations	5
C. Autres initiatives et accords intergouvernementaux pertinents	7
D. Facteurs de migration genrés concernant les femmes et les filles	8
E. Voies de migration et obstacles particuliers rencontrés dans le cadre de la migration	11
F. L'impact différencié de la migration sur les femmes et les filles	13
G. Problèmes particuliers des migrantes relatifs aux droits de l'homme	16
H. Les conséquences liées au genre du renvoi et de la réinsertion	19
IV. Conclusions et recommandations	20

I. Introduction

1. Le présent rapport, soumis en application de la résolution 34/21 du Conseil des droits de l'homme, contient des informations sur les activités menées par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants depuis la présentation de son rapport à la soixante-treizième session de l'Assemblée générale (A/73/178/Rev.1). La partie thématique est consacrée à l'impact de la migration sur les femmes et les filles migrantes, dans une perspective de genre.

II. Activités du Rapporteur spécial

A. Visites de pays

2. Le Rapporteur spécial a effectué une visite au Niger du 1^{er} au 8 octobre 2018 (A/HRC/41/38/Add.1)¹. Il prévoit de se rendre en Hongrie du 10 au 17 juillet 2019 et remercie le Gouvernement hongrois de son invitation².

3. Le Rapporteur spécial remercie les Gouvernements de la Bosnie-Herzégovine, d'El Salvador et de la Libye d'avoir accepté ses demandes de visite et se félicite de pouvoir fixer prochainement les dates de ces visites. Il remercie les Gouvernements du Koweït et de la Pologne, qui ont invité le titulaire du mandat à se rendre dans leur pays à partir de 2020.

B. Autres activités

4. Le 18 octobre 2018, le Rapporteur spécial a présenté à l'Assemblée générale son rapport thématique sur l'accès des migrants à la justice (A/73/178/Rev.1). Il remercie les intervenants qui ont participé à cet intéressant débat.

5. Pendant le processus qui a débouché sur l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, le Rapporteur spécial s'est activement employé à intégrer les droits de l'homme dans le Pacte. Il est désormais prêt à contribuer à la mise en œuvre, au suivi et à l'examen du Pacte, comme il l'a rappelé lorsqu'il s'est rendu à Marrakech (Maroc) en décembre 2018. Du 4 au 7 décembre, il a participé à la onzième réunion au sommet du Forum mondial sur la migration et le développement et, les 10 et 11 décembre, à la Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial pour des migration sûres, ordonnées et régulières à Marrakech, qui a été une étape décisive pour la gouvernance mondiale des migrations.

6. En outre, dans le cadre de l'adoption du Pacte mondial sur les migrations, le Rapporteur spécial a participé à plusieurs activités parallèles qui se sont tenues à Marrakech. Le 8 décembre, il a participé à une rencontre organisée par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) visant à promouvoir une mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations qui soit fondée sur les droits de l'homme et tienne compte des questions de genre. Le 9 décembre, il a participé à un événement, organisé par lui-même et par le Quaker United Nations Office et consacré au rôle des procédures spéciales et des organes conventionnels dans la mise en œuvre du Pacte, ainsi qu'à une réunion sur les migrants en situation de vulnérabilité organisée conjointement par Amnesty International, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Ministère mexicain des affaires étrangères, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Le Rapporteur spécial continue également de participer activement aux travaux du groupe d'experts chargé de l'intégration des droits des femmes dans le Pacte.

¹ La visite au Mali prévue en mai 2018 n'a pas pu avoir lieu pour des raisons de sécurité et a été reportée jusqu'à nouvel ordre.

² Le Rapporteur spécial présentera un rapport sur sa visite en Hongrie au Conseil des droits de l'homme à sa quarante-quatrième session.

7. Au cours de la période considérée, le Rapporteur spécial a donné plusieurs conférences. Le 17 octobre 2018, il s'est exprimé à la Columbia Law School de New York au sujet des mesures à prendre pour remédier à la crise mondiale concernant les droits des migrants. Le 22 janvier 2019, il a parlé du Pacte mondial sur les migrations à l'Université Diego Portales de Santiago du Chili. Dans le discours prononcé le 1^{er} mars à la faculté de droit de l'Université de New York, il a parlé des droits des immigrants en tant que droits devant être vus comme des droits de l'homme ; le 13 mars, il a participé par téléconférence à une manifestation organisée par le centre des droits de l'homme de l'Université catholique Andrés Bello de Caracas et consacrée aux activités menées dans le cadre de son mandat. Le 7 septembre 2018, il a également informé le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille des activités menées dans le cadre de son mandat et examiné les activités communes et les domaines de coopération.

8. Les 5 et 6 septembre 2018, le Rapporteur spécial a assisté, à Santiago du Chili, au huitième congrès de l'Association interaméricaine des avocats de l'aide judiciaire, coorganisé par la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Dans son exposé, il a abordé les problèmes liés à l'accès des migrants à la justice et formulé des recommandations à ce sujet.

9. Le 13 octobre, il a participé au Festival de la culture méditerranéenne à Palerme (Italie) et lancé un appel en faveur de la dépénalisation de la solidarité avec les migrants.

10. Du 27 au 29 novembre, il a participé à une conférence organisée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Santiago du Chili, à l'occasion du trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il a donné un exposé sur les enfants et les migrations.

11. Lors de son séjour à New York en février 2019, le Rapporteur spécial a participé à diverses activités, dont : une table ronde sur les migrations et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, organisée le 26 février dans le cadre du Colloque d'experts sur les migrations internationales et le développement par le Département des affaires économiques et sociales ; le débat de haut niveau sur les migrations internationales et le développement organisé le 27 février par le Président de l'Assemblée générale pour inaugurer officiellement le suivi du Pacte mondial sur les migrations ; le Dialogue international sur les migrations organisé le 28 février par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et intitulé « Les jeunes et la migration – associer les jeunes, en tant que partenaires clefs, à la gouvernance des migrations ». Le Rapporteur spécial a fait un exposé sur les difficultés spécifiques auxquelles sont confrontés les jeunes migrants et sur leurs vulnérabilités.

12. Le 25 mars, le Rapporteur spécial a été le principal intervenant de la quatrième conférence organisée à Córdoba (Espagne) sur les migrations et les migrants dans un monde global (Congreso Córdoba).

III. Étude sur l'impact de la migration sur les femmes et les filles migrantes : une perspective de genre

A. Introduction

13. Le nombre de migrants internationaux a continué de croître rapidement au cours des dernières années pour atteindre 258 millions en 2017, contre 220 millions en 2010 et 173 millions en 2000³. Le nombre de femmes migrantes aurait doublé entre 1960 et 2015. Les femmes représentaient en 2017 un peu moins de la moitié de la population migrante internationale (48 %). Il est intéressant de noter qu'elles étaient plus nombreuses que les hommes dans toutes les régions, sauf en Afrique et en Asie⁴. Les données indiquent que le taux de migration féminine augmente plus rapidement que le taux de migration masculine

³ Voir *International Migration Report 2017 (Highlights)* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.18.XIII.4).

⁴ Ibid.

dans de nombreux pays d'accueil⁵. Malgré l'augmentation du nombre de migrantes, on constate un important déficit d'informations et de données sur les migrations des femmes et des filles. La plupart des pays ne disposent pas de système global de gestion des données qui permette de recueillir des informations ventilées par sexe et par âge sur les arrivées et les départs et n'établissent pas de distinction entre les divers types de mouvements migratoires.

14. La présente étude porte essentiellement sur les femmes et les filles migrantes, car ce sont elles qui sont particulièrement touchées, de manière disproportionnée, par les discriminations, les mauvais traitements et la violence fondés sur le genre. Le Rapporteur spécial s'attache à examiner la migration dans une perspective de genre et accorde une attention particulière aux problèmes relatifs aux droits de l'homme des femmes et des filles migrantes. Il examine également les causes profondes des migrations féminines ainsi que les difficultés spécifiques auxquelles les femmes et les filles sont confrontées à tous les stades de la migration. Il pose comme principe le fait que les questions de genre sont liées à d'autres questions sociales, comme la classe ou la caste, le statut migratoire, la nationalité, l'appartenance ethnique, l'âge, le handicap, la race, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Autant de composantes qui, regroupées, forment un réseau complexe et stratifié qui possède sa propre dynamique de discrimination, d'exclusion ou d'inclusion et de rapports de force. Sans cesse, les migrants entrent dans ces sociétés stratifiées et en sortent, ce qui explique pourquoi les relations entre les hommes et les femmes et les questions de genre sont des notions mouvantes, en permanente évolution⁶.

15. Il n'existe pas de définition universellement acceptée du terme « migrant international »⁷. Dans le cadre du présent rapport, ce terme général englobe les migrants en situation régulière ou irrégulière, les apatrides, les victimes de la traite des personnes et les migrants victimes de trafic illicite. Le Rapporteur spécial est conscient que certaines de ces personnes bénéficient de la protection de cadres juridiques spécifique au niveau international⁸ et que beaucoup de ces catégories se recoupent, mais rappelle que toutes ces personnes sont protégées par le droit international des droits de l'homme.

B. Le cadre international des droits de l'homme régissant le genre et les migrations⁹

16. Tout être humain a intrinsèquement le droit de jouir de l'ensemble des droits de l'homme. Il n'existe pas de hiérarchie des droits de l'homme, tous les droits de l'homme étant universels, inaliénables, indivisibles, interdépendants et d'égale importance. Outre cela, des régimes de protection juridique spécifiques ont été créés à l'intention de certains groupes de non-ressortissants, notamment les réfugiés, les victimes de la traite et les travailleurs migrants, afin de faire face à des situations particulières et à des vulnérabilités spécifiques. En tant que tel, le cadre juridique et normatif de la protection des migrants internationaux n'est pas fondé sur un seul traité ou mécanisme ; il est constitué de tout un ensemble d'instruments et des principes et normes connexes. Les États devraient faire respecter les normes qui s'appliquent à des groupes spécifiques (comme les migrants, les enfants et les victimes de la traite) d'une manière coordonnée et en tenant dûment compte

⁵ Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et Programme sur les politiques ayant trait aux migrations internationales, *Meeting the Challenges of Migration: Progress since the ICPD* (2004), p. 13.

⁶ Nicola Piper (dir. publ.), *New Perspectives on Gender and Migration: Livelihood, Rights and Entitlements* (Oxon, Routledge, 2007), p. 1 et 2.

⁷ Selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), le terme « migrant international » désigne « toute personne se trouvant à l'extérieur de l'État dont elle possède la nationalité ou la citoyenneté ou, dans le cas des apatrides, de son pays de naissance ou de résidence habituelle » (HCDH, *Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales* (2004), p. 4).

⁸ HCDH, « Migration et droits de l'homme : améliorer la gouvernance de la migration internationale fondée sur les droits de l'homme » (Genève, 2013), p. 14 à 19.

⁹ Une équipe de professeurs de l'Université Diego Portales a contribué à cette section avec une analyse des normes internationales relatives aux droits de l'homme applicables.

du droit international des droits de l'homme, qui s'applique à tous. Toutefois, dans le cadre de l'application de ces régimes, il importe d'éviter de créer des hiérarchies de vulnérabilités fondées sur une catégorisation¹⁰. Si les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants (notamment les migrants en situation irrégulière) relèvent en principe, d'un point de vue normatif, de catégories juridiques distinctes, ils circulent et vivent souvent dans des espaces physiques similaires et ont probablement des besoins similaires en matière de protection, en ce qui concerne par exemple leur droit à la santé ou celui de ne pas être soumis à une détention arbitraire ou prolongée. Les migrants sont en outre susceptibles de passer d'une catégorie juridique à une autre au cours de leur voyage, en particulier lorsque les voyages sont longs et dangereux¹¹.

17. Le droit international des droits de l'homme requiert que toute personne jouisse de ses droits sans discrimination, qu'elle soit fondée sur le sexe ou sur toute autre situation. La discrimination fondée sur le sexe est interdite par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, aux fins de la jouissance de tous les droits consacrés par ces instruments. Lorsqu'il existe des différences de traitement entre les nationaux et les non-ressortissants, les États sont tenus de veiller à ce qu'elles soient inscrites dans la législation nationale et servent un objectif légitime et à ce que toutes les mesures prises pour atteindre l'objectif en question soient proportionnées et raisonnables.

18. En vertu du droit international des droits de l'homme, les États sont tenus de respecter le droit de toute personne de ne pas être soumise à des actes de torture ou à des mauvais traitements. Dans le cadre des migrations, cette obligation est consacrée dans le principe de non-refoulement, qui est absolu et n'admet aucune dérogation.

1. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

19. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes interdit la discrimination à l'égard des femmes et fait obligation aux États d'éliminer celle-ci. Il y a 189 États parties à la Convention, laquelle prévoit l'obligation de mettre fin à la traite des femmes (art. 6), d'accorder aux femmes des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'acquisition, le changement et la conservation de la nationalité (art. 9), d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine de l'emploi (art. 11), d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine des soins de santé et d'assurer aux femmes l'accès aux services de santé, notamment ceux qui concerne la planification familiale et les soins de santé maternelle (art. 12), et d'accorder aux hommes et aux femmes les mêmes droits en ce qui concerne la législation relative au droit des personnes de circuler librement et de choisir leur résidence et leur domicile (art. 15, par. 4).

20. Dans sa recommandation générale n° 26 (2008) concernant les travailleuses migrantes, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'intéresse aux questions concernant les travailleuses migrantes qui émigrent seules, celles qui émigrent pour suivre leur conjoint et celles qui sont en situation irrégulière. Il définit un ensemble de responsabilités qui devraient être assumées par les États, notamment la mise en œuvre de politiques migratoires tenant compte des questions de genre et fondées sur les droits, la participation des femmes à l'élaboration des politiques, la protection des fonds envoyés par les travailleuses migrantes, la collecte de données ventilées par sexe et la levée des interdictions discriminatoires touchant la liberté de circulation des femmes.

2. La Convention relative aux droits de l'enfant

21. Le principe de non-discrimination est énoncé à l'article 2 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Dans l'observation générale conjointe n° 3 (2017) du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et n° 22 (2017) du Comité des droits de l'enfant sur les principes généraux relatifs aux droits

¹⁰ HCDH, « Migration et droits de l'homme », p. 14.

¹¹ Ibid., p. 19.

de l'homme des enfants dans le contexte des migrations internationales, les deux Comités donnent leur interprétation de l'application du principe de non-discrimination dans le contexte des migrations internationales. Conformément au principe de non-discrimination énoncé dans la Convention relative aux droits de l'enfant, les États parties devraient respecter et garantir les droits énoncés dans la Convention pour tous les enfants, qu'ils soient considérés, notamment, comme des migrants en situation régulière ou irrégulière, des demandeurs d'asile, des réfugiés, des apatrides ou des victimes de la traite, y compris lorsqu'ils sont renvoyés ou expulsés vers leur pays d'origine, quels que soient la nationalité de l'enfant ou de ses parents ou tuteurs et leur statut migratoire, et que l'enfant ou ses parents ou tuteurs soient ou non apatrides¹².

3. La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

22. La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille garantit les droits des travailleurs migrants et de leur famille sans discrimination fondée sur le sexe. Elle dispose que nul travailleur migrant ne peut être tenu en esclavage ou en servitude ou astreint à accomplir un travail obligatoire ; elle garantit le droit de recevoir des soins médicaux d'urgence et l'accès aux services d'éducation, aux services d'orientation professionnelle, au logement et aux services sociaux et sanitaires sur la base de l'égalité avec les nationaux, ainsi que la protection de l'unité de la famille. Elle contient aussi des dispositions prévoyant la possibilité pour les États parties de coopérer en vue de promouvoir des conditions saines, équitables, dignes et légales pour les travailleurs migrants en ce qui concerne leurs droits en matière de travail et leurs droits sociaux, économiques et culturels. En septembre 2017, 51 pays seulement avaient ratifié la Convention.

23. Dans son observation générale n° 1 (2011) sur les travailleurs domestiques migrants, le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille examine en détail les violations des droits sociaux, économiques, culturels, civils et politiques et des droits en matière de travail. Il invite à promouvoir et à protéger les droits des domestiques à tous les stades, à leur assurer un travail décent et à faire en sorte que le travail domestique soit réglementé de manière adéquate par la législation nationale, afin de garantir que les domestiques bénéficient du même niveau de protection que les autres travailleurs et aient un accès effectif à la justice et à des voies de recours.

24. Le droit qu'a toute personne de jouir de conditions de travail justes et favorables est reconnu dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et dans d'autres instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme, ainsi que dans d'autres instruments juridiques internationaux pertinents, notamment les conventions et les recommandations de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Ce droit est un élément important des autres droits en matière de travail consacrés par le Pacte et est le corollaire du droit à un travail librement choisi et accepté énoncé à l'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

C. Autres initiatives et accords intergouvernementaux pertinents

1. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030

25. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 repose sur le droit international des droits de l'homme. Les 17 objectifs de développement durable qui y sont énoncés visent à réaliser les droits de l'homme de toutes les personnes, tandis que l'objectif 5 met l'accent sur l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles. La réalisation de l'objectif 5, c'est-à-dire la réalisation de l'égalité des sexes, contribuera de manière décisive à l'accomplissement de progrès vers la réalisation de l'ensemble des objectifs et cibles, notamment l'objectif 8, qui vise à promouvoir la croissance économique et un travail décent pour tous, l'objectif 10, qui vise à réduire les inégalités dans

¹² Voir également l'observation générale n° 6 (2005) du Comité des droits de l'enfant sur le traitement des enfants non accompagnés et des enfants séparés en dehors de leur pays d'origine, par. 12.

et entre les pays, et en particulier la cible 10.7, qui vise à faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière et responsable.

2. La Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

26. Aux paragraphes 23 et 31 de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, l'Assemblée générale a pris note des vulnérabilités particulières des femmes en déplacement et s'est engagée à faire en sorte que les mesures qui seraient prises intègrent une perspective de genre, favorisent l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles et respectent et protègent leurs droits. Elle a aussi reconnu, au paragraphe 31, que les femmes jouent un rôle de premier plan dans les communautés de réfugiés et de migrants, et déclaré qu'elle s'emploierait à garantir leur participation pleine et effective à la recherche de solutions locales.

27. Le processus de consultations et de négociations intergouvernementales sur les migrations engagé suite à l'adoption de la Déclaration de New York a débouché sur l'adoption du Pacte mondial sur les migrations. La prise en compte des questions de genre est l'un des principes directeurs du Pacte. Les États sont invités à veiller à ce que les droits de l'homme soient pour tous, femmes et hommes, filles et garçons, respectés à tous les stades de la migration, à ce que les besoins spécifiques de chacun et de chacune soient bien compris et satisfaits et à ce que les migrantes et les migrants aient les moyens d'insuffler le changement. Le Pacte intègre une perspective de genre et promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, en insistant sur leur indépendance, leur capacité d'action et leur esprit d'initiative, de façon que les migrantes cessent d'être considérées avant tout comme des victimes.

3. Initiatives et accords bilatéraux et multilatéraux

28. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial n'analyse pas la conformité des initiatives ou accords bilatéraux et multilatéraux aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, mais constate que ces accords et initiatives sont d'importants vecteurs d'échanges intergouvernementaux sur la question du genre et des migrations. Plusieurs forums régionaux, transrégionaux et internationaux visent à traiter des questions spécifiquement liées au genre et aux migrations, comme le Processus de Colombo, le Dialogue d'Abou Dhabi, le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, le Forum ibéro-américain sur les migrations et le développement, le Forum mondial sur la migration et le développement, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Beijing.

29. S'ils sont judicieusement conçus et mis en œuvre, les accords bilatéraux peuvent favoriser la promotion de stratégies de gestion des migrations axées sur la protection. S'il est vrai qu'il existe des initiatives visant à intégrer dans les accords bilatéraux des dispositions qui tiennent compte des questions de genre, il faudrait mettre en place davantage de garanties pour pouvoir disposer d'accords bilatéraux et multilatéraux globaux, qui intègrent les questions de genre et protègent efficacement les droits de l'homme des femmes et des filles migrantes.

D. Facteurs de migration genrés concernant les femmes et les filles

30. Les hommes et les femmes émigrent pour des raisons similaires, parmi lesquelles le désir de bénéficier d'une meilleure éducation, de trouver du travail, d'améliorer leur qualité de vie et celle de leurs proches et de rejoindre des membres de leur famille. Une personne peut aussi être contrainte d'émigrer, notamment pour fuir un conflit ou la persécution ou échapper à la précarité économique. L'absence de perspectives pour les jeunes, l'insécurité alimentaire¹³, la dégradation de l'environnement et les catastrophes naturelles sont également d'importants facteurs de migration. En Amérique centrale, par exemple, la

¹³ Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, *International Migration Report 2017*, ST/ESA/SER.A/404, p. 26.

violence d'acteurs extra-étatiques ou de bandes et les pratiques assimilables à l'enrôlement forcé sont d'importants facteurs à l'origine de la migration des jeunes, en particulier¹⁴.

31. D'un autre côté, il apparaît de plus en plus évident que la migration est un phénomène genré. Les normes genrées sur lesquelles la société est construite sont des facteurs décisifs, de même que les attentes genrées et les rapports de force différenciés. L'impact spécifique qu'ont les inégalités économiques sur les femmes et les filles déterminent les raisons qui poussent les unes et les autres à émigrer¹⁵. Il importe également de noter que les femmes et les filles migrantes forment un groupe très hétérogène, caractérisé par des profils et des horizons socioéconomiques divers.

32. Les attentes genrées¹⁶ sont un facteur majeur de migration des femmes et des filles, les parents pouvant décider d'envoyer leurs filles plutôt que leurs fils à l'étranger s'ils estiment que celles-ci sont davantage susceptibles de leur envoyer des fonds¹⁷. La migration d'une personne est généralement précédée de négociations au sein du ménage¹⁸, durant lesquelles les femmes et les filles ne cherchent pas à bouleverser complètement la hiérarchie des sexes au sein de leur famille, mais préfèrent au contraire jouer sur les discours genrés pour gagner à leur cause des alliés de poids. Ainsi, invoquent-elles des arguments genrés pour justifier leurs aspirations à la migration, se présentant comme des filles consciencieuses et des mères dévouées et promettant que la majeure partie des revenus qu'elles percevront à l'étranger servira à assurer le bien-être futur des membres de la famille restés au pays¹⁹. Les femmes candidates à la migration ne sont toutefois pas les seules à miser sur les attentes et les normes genrées. Les hommes désireux d'émigrer peuvent, eux, évoquer les images genrées bien ancrées de « l'homme comme soutien de famille » ou de l'« autorité » pour vaincre les résistances.

33. La discrimination fondée sur le sexe et le genre, les pratiques préjudiciables telles que le mariage d'enfants, le mariage précoce et le mariage forcé, la violence et l'inégalité d'accès aux droits et aux ressources sont des facteurs déterminants qui poussent les femmes et les filles à émigrer. Le souhait des femmes d'émigrer peut en effet être motivé par le désir d'échapper au contrôle exercé par leur famille ou à une discrimination profondément ancrée qui limite leur accès aux ressources, leurs possibilités d'éducation et leur participation à la vie politique²⁰. Dans le cadre d'études conduites au Guatemala et en République de Moldova, l'OIM a constaté que les mères célibataires, les femmes divorcées et les veuves victimes de discrimination voyaient dans la migration un moyen d'échapper à la stigmatisation sociale²¹.

34. Il est vrai que des normes sociales discriminatoires peuvent pousser les femmes et les filles à émigrer vers des pays où la discrimination est moindre, mais seulement jusqu'à un certain point. Au-delà d'un seuil critique, la discrimination qui pèse sur les femmes et les filles dans leur pays d'origine a plutôt tendance à étouffer les aspirations à la migration. Certains a priori et stéréotypes sexistes, par exemple, peuvent inciter les femmes à ne pas émigrer de crainte d'être « moralement corrompues » ou d'avoir des difficultés à se marier par la suite.

¹⁴ Voir International Crisis Group, « Mafia of the poor: gang violence and extortion in Central America » (Bruxelles, 2017).

¹⁵ Tam O'Neil, Anjali Fleury et Marta Foresti, « Women on the move: migration, gender equality and the 2030 Agenda for Sustainable Development » (Londres, Overseas Development Institute, 2016), p. 4.

¹⁶ L'expression « attentes genrées » désigne les attentes concernant le comportement d'une personne en fonction du genre. Voir Rachel Marcus et Caroline Harper (dir. publ.), « Social norms, gender norms and adolescent girls: a brief guide » (Londres, Overseas Development Institute, 2015), p. 3.

¹⁷ O'Neil, Fleury et Foresti, « Women on the move », p. 4 et 5.

¹⁸ Anju Mary Paul, « Negotiating migration, performing gender », dans *Social Forces*, vol. 94, n° 1 (septembre 2015), p. 272.

¹⁹ Ibid., p. 272 et 273.

²⁰ *Étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement 2004 : les femmes et la migration internationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.04.IV.4), p. 15 et 16.

²¹ Irena Omelaniuk, « Gender, poverty reduction and migration » (Banque mondiale, 2005), p. 3.

35. En 2015, dans 30 pays, les femmes non mariées ne pouvaient pas choisir où elles voulaient vivre ; dans au moins 6 pays, les femmes devaient obtenir de leurs tuteurs masculins et féminins l'autorisation de voyager à l'étranger ; et dans 18 pays, la législation nationale interdisait aux femmes d'accepter un emploi sans la permission de leur tuteur ou de leur mari. En outre, dans plusieurs pays, les femmes ne pouvaient pas transmettre leur nationalité à leur époux ou à leurs enfants²². Lors de la visite qu'il a effectuée au Népal en 2018, le Rapporteur spécial a constaté que les femmes âgées de moins de 24 ans et mères d'un enfant de moins de 2 ans ne pouvaient pas travailler comme employées de maison à l'étranger. L'interdiction visait prétendument à protéger les femmes, mais la solution aux problèmes auxquels se heurtent les employées de maison ne devrait pas consister à les discriminer en les soumettant à des interdictions ou en portant atteinte de toute autre manière à leur droit de quitter le pays (voir A/HRC/38/41/Add.1).

36. Les normes sociales et la discrimination fondée sur le genre ne sont pas les seuls facteurs susceptibles d'influer sur les perspectives de migration des femmes et des filles. Les politiques des pays d'accueil en matière de travail peuvent aussi contribuer grandement à la migration des femmes et des filles plutôt qu'à celle des hommes et des garçons. Dans certains pays, les lois sur l'immigration font qu'il est extrêmement difficile d'entrer légalement sur le territoire et d'obtenir un titre de séjour permanent. L'octroi d'un permis de résidence dépend souvent de l'obtention d'un emploi dans le secteur structuré de l'économie. Si les quotas annuels fixés dans les secteurs de l'économie connaissant une pénurie de main-d'œuvre sont l'un des rares moyens d'entrer légalement sur le territoire d'un pays, ces quotas auront une influence sur le profil des personnes qui pourront émigrer vers ce pays. Des programmes de régularisation sont lancés périodiquement à l'intention des personnes entrées sur le territoire sans les documents requis ou restées sur place après l'expiration du contrat de travail initialement conclu dans le cadre des quotas²³.

37. Un certain nombre de secteurs où des perspectives d'emploi formel s'offrent aux migrants sont caractérisés par la présence majoritaire d'un sexe, d'une classe ou d'une ethnie (par exemple le travail domestique et les secteurs de la santé et des soins). La demande de migrantes dans les secteurs à prédominance féminine a été stimulée par l'arrivée de nombreuses femmes sur le marché du travail dans leurs pays de destination. La société ayant encore tendance à attendre des femmes qu'elles se chargent des tâches domestiques, ces tâches sont souvent assumées par des travailleuses migrantes.

38. Des travaux de recherche ont montré que le niveau d'éducation influait différemment sur les aspirations des femmes et des hommes à la migration. Selon certaines études, il y a une forte corrélation entre un niveau d'éducation élevé et le souhait d'émigrer chez les femmes, mais pas chez les hommes²⁴. Il est ressorti d'une étude menée sur 14 000 personnes dans 43 villages mexicains que les femmes instruites étaient davantage victimes de discrimination fondée sur le genre et peu gratifiées sur le plan professionnel, ce qui a pu leur faire envisager l'émigration²⁵. En outre, d'après une étude sur les taux de migration dans le monde par groupe de pays et par région d'origine, en 1990 et 2000, les taux de migration de personnes hautement qualifiées sont supérieurs chez les femmes. Plus exactement, le taux de migration des femmes hautement qualifiées est supérieur à celui des

²² Voir Banque mondiale, *Women, Business and the Law 2016: Getting to Equal* (Washington, 2015).

²³ Kitty Calavita, « Gender, migration, and law: crossing borders and bridging disciplines », dans *The International Migration Review*, vol. 40, n° 1 (2006), p. 118.

²⁴ Voir Avdullah Hoti, « Determinants of emigration and its economic consequences: evidence from Kosova », dans *Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 9, n° 4 (2009), p. 435 à 458 ; Yamauchi, Futoshi et Yanyan, Liu, « School quality, labor markets and human capital investment: long-term impacts of an early stage education investment in the Philippines », Policy Research Working Paper, n° 6247 (Washington, Banque mondiale, octobre 2012) ; Bina Gubhaju et Gordon F. De Jong, « Individual versus household migration decision rules: gender and marital status differences in intentions to migrate in South Africa », dans *International Migration*, vol. 47, n° 1 (2009), p. 31 à 61.

²⁵ Voir Kanaiaupuni, S. M., « Reframing the migration question: an analysis of men, women and gender in Mexico », dans *Social Forces*, vol. 78, n° 4 (2000), p. 1311 à 1347.

hommes dans 81 % des cas, c'est-à-dire dans 160 pays²⁶. Dans de nombreux cas, les taux sont plus élevés en ce qui concerne les femmes parce que celles-ci pensent pouvoir bénéficier d'une qualité de vie bien meilleure à l'étranger que dans leur pays d'origine²⁷.

E. Voies de migration et obstacles particuliers rencontrés dans le cadre de la migration

39. Jusqu'il y a peu, on pensait que les femmes émigraient principalement pour rejoindre un conjoint ou des membres de leur famille. Aujourd'hui, un nombre croissant de femmes émigrent seules²⁸, notamment pour trouver du travail, d'où une « féminisation » des migrations. La façon dont les femmes émigrent évolue, et celles-ci sont de plus en plus souvent le migrant principal, c'est-à-dire le premier membre de la famille à émigrer. Les femmes hautement qualifiées sont plus susceptibles d'émigrer seules que les femmes peu qualifiées²⁹. Toutefois, certaines femmes ont encore des difficultés à quitter leur pays en raison de lois prohibitives et discriminatoires à l'égard des femmes ou de normes sociales restrictives. Ces mesures peuvent les amener à émigrer par des voies clandestines, surtout lorsque les institutions de l'État ne font rien pour éliminer les obstacles et que les candidates à la migration sont mal informées sur le processus de migration et peu instruites. Ainsi, lors de sa visite au Népal, le Rapporteur spécial a constaté que de nombreuses femmes devaient recourir à des moyens illégaux en raison des dispositions restrictives figurant dans les directives régissant les migrations (A/HRC/38/41/Add.1, par. 79). Toujours au Népal, il arrive que des femmes doivent payer aux agents aéroportuaires des pots-de-vin d'un montant de 100 à 600 dollars des États-Unis³⁰.

40. De nombreuses femmes passent par des agences de recrutement pour trouver un emploi dans l'un des secteurs où les femmes sont particulièrement recherchées. Dans bien des régions du monde, des agences de recrutement privées et des courtiers administrent des programmes d'emploi à l'étranger et se chargent de l'acquisition des permis de travail. Souvent, l'État n'exerce pas de contrôle effectif sur ces agences, et les intermédiaires, qui disposent d'une influence considérable, profitent du fait que les migrantes ne sont pas suffisamment informées. Ce manque d'information peut être dû à la discrimination fondée sur le genre dont ces femmes sont victimes dans leur pays d'origine, ce qui les rend considérablement plus vulnérables dans le cadre de la migration.

41. Aux Philippines, par exemple, quelque 1 200 agences de recrutement agréées ont pour but d'aider les migrants. Étant donné qu'elles facturent des frais très élevés et que les femmes sont généralement moins bien payées que les hommes, les migrantes peuvent avoir plus de difficultés à rembourser leur dette. En 2013, Amnesty International a indiqué que les employées de maison indonésiennes devaient s'enregistrer auprès d'une agence de recrutement et fournir à celle-ci des documents personnels, tels que leur acte de mariage et leur carte d'identité. Si une migrante décidait de faire marche arrière, l'agence de recrutement était en droit de confisquer ses documents et de ne les lui restituer que moyennant le paiement de frais s'élevant à 14 780 400 rupiah, soit environ 1 730 dollars³¹. En 2012, une étude conduite au Bangladesh a révélé que des courtiers avaient prévu, sans

²⁶ Frédéric Docquier, B. Lindsay Lowell et Abdeslam Marfouk, « A gendered assessment of highly skilled emigration », dans *Population and Development Review*, vol. 35, n° 2 (2009), p. 312.

²⁷ Camilla Spadarecchia, « Migration of women from sub-Saharan Africa to Europe: the role of highly skilled women », dans *Sociología y tecnociencia/Sociology and Technoscience. Special Issue: Women on the Move*, vol. 3, n° 3 (2013), p. 107.

²⁸ Alyson L., Dimmit Gnam, « Mexico's missed opportunities to protect irregular women transmigrants: applying a gender lens to migration law reform », dans *Pacific Rim Law & Policy Journal*, vol. 22, n° 3 (2013), p. 713 à 749.

²⁹ O'Neil, Fleury et Foresti, « Women on the move », p. 9.

³⁰ Bandita Sijapati, « Women's labour migration from Asia and the Pacific: opportunities and challenges » (Bureau régional de l'OIM pour l'Asie et le Pacifique et Institut des politiques migratoires, 2015), p. 8.

³¹ Amnesty International, *Exploited for Profit, Failed by Governments: Indonesian Migrant Domestic Workers Trafficked to Hong Kong* (2013), p. 9.

en informer les migrantes au préalable, que celles-ci devraient consentir à des actes sexuels avec des gardes-frontières dans le cadre de leur parcours migratoire³².

42. L'existence de réseaux de migrantes dans les pays d'origine peut favoriser la migration, de même que les témoignages de migrantes sur leur vécu. Les réseaux sociaux, notamment, permettent le maintien de relations interpersonnelles entre des migrants, d'anciens migrants et des personnes n'ayant pas émigré, qui ont des liens de parenté ou d'amitié ou appartiennent à une même communauté d'origine, dans les pays d'origine, de transit ou de destination, et peuvent donc inciter les femmes rurales à émigrer à l'étranger. Ils peuvent aussi faciliter la recherche d'un logement et d'un emploi, ainsi que l'envoi de fonds. De nombreux employeurs utilisent également ces réseaux de migrants, en particulier ceux qui reposent sur les liens de parenté, à des fins de recrutement. Toutefois, si les réseaux sociaux peuvent aider les migrants à se former et à obtenir l'assistance nécessaire, ils peuvent aussi être un frein à l'intégration et favoriser l'isolement. Au Bangladesh, par exemple, où les normes genrées sont particulièrement restrictives, les membres du ménage urbain dans lequel une fille migrante travaille ou vit peuvent exercer un contrôle et surveiller de près le comportement et les faits et gestes de celle-ci pour que ses parents, restés dans leur village d'origine, aient l'assurance que leur fille se comporte comme il convient en ville³³. Les personnes avec lesquelles une migrante voyage peuvent aussi avoir une influence sur la migration et l'intégration de celle-ci. Parfois, lorsqu'une femme émigre avec son mari, même vers un pays où les lois et les pratiques sont moins discriminatoires à l'égard des femmes, les normes genrées de son pays d'origine peuvent continuer de prévaloir au sein du ménage et de régir sa vie, auquel cas elle risque davantage de se sentir isolée et vulnérable³⁴.

43. Force est de constater que les migrantes, qu'elles émigrent de façon régulière ou clandestine, sont très exposées à la violence, notamment la violence fondée sur le genre, à l'exploitation, à la traite, à l'esclavage et à la privation de liberté, tant pendant leur voyage qu'à leur arrivée, ces actes pouvant être commis par des agents de l'État, des particuliers ou des bandes criminelles. En 2004, l'OIT a signalé que, dans la Fédération de Russie, une migrante en situation irrégulière sur six était contrainte de se prostituer, le plus souvent dans les secteurs du divertissement et des services domestiques³⁵. Dans certains pays, le caractère inadéquat des conditions d'accueil a des conséquences graves sur la santé des femmes, le respect de leur dignité et leur intégrité physique³⁶. Certaines situations et pratiques peuvent être assimilables à des traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou à la torture.

44. Dans les pays de destination, les migrantes, quel que soit leur statut migratoire, sont victimes de formes de discrimination multiples et croisées, fondées non seulement sur leur statut de femmes et de migrantes, mais aussi sur l'âge, la race et l'appartenance ethnique, la nationalité, la religion, la situation matrimoniale et familiale, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, notamment. Par conséquent, elles courent le risque d'être victimes de violences et d'exploitation. Il est amplement attesté que, dans bien des pays, les migrantes en général ont des difficultés à faire valoir leurs qualifications, qui finissent par se déprécier parce qu'elles sont en situation de sous-emploi³⁷.

³² Fiona Samuels *et al.*, « Stories of harassment, violence and discrimination: migrant experiences between India, Nepal and Bangladesh » (Londres, Overseas Development Institute, 2012), p. 2.

³³ Miriam Temin *et al.*, *Girls on the Move: Adolescent Girls and Migration in the Developing World. A Girls Count Report on Adolescent Girls* (Conseil de population, 2013), p. 45.

³⁴ O'Neil, Fleury et Foresti, « Women on the move », p. 5.

³⁵ Irina Ivakhnyuk, *The Russian Migration Policy and its Impact on Human Development: The Historical Perspective*, Human Development Reports Research Paper 2009/14 (Programme des Nations Unies pour le développement, 2009), p. 44 et 45.

³⁶ Voir Conseil de l'Europe, « Les droits des femmes et des filles réfugiées ou migrantes doivent être mieux protégés », 7 mars 2016.

³⁷ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation, « The intersections between education, migration and displacement are not gender-neutral », document ED/GEM/MRT/2019/WP1, p. 4.

F. L'impact différencié de la migration sur les femmes et les filles

1. Les aspects de la migration et de la vie de famille liés au genre

45. La migration peut aboutir à une redéfinition des rôles genrés en créant une situation où les responsabilités du mari, de la femme et des autres membres de la famille sont inversés. Compte tenu de la répartition traditionnelle des rôles, on pourrait s'attendre à ce que les hommes aient du mal à accepter de devoir accomplir des tâches nouvelles et traditionnellement réservées aux femmes ou craignent de perdre leur statut de soutien économique principal et donc de chef de ménage. Pourtant, des travaux de recherche ont montré que certains hommes voyaient dans cette redistribution des tâches l'occasion de prouver qu'ils sont capables de s'adapter et d'être plus autonomes. L'évolution des rôles genrés traditionnels a fait l'objet d'une étude menée dans le nord des Philippines sur des maris dont les femmes étaient parties travailler à l'étranger. Cette étude a révélé que certains hommes avaient endossé le rôle de pourvoyeur de soins, traditionnellement assumé par les mères, signe qu'un changement est en train de s'opérer dans la conception de la masculinité³⁸. Ce changement est la preuve que les identités de genre et les rôles familiaux évoluent, sont fluctuants et loin d'être universels³⁹.

46. En l'absence de politiques de regroupement familial, la migration des femmes peut se solder par la séparation de familles, séparation dont les conséquences pèsent avant tout sur les enfants, qui grandissent en l'absence d'au moins l'une des personnes chargées à titre principal de subvenir à leurs besoins⁴⁰. Cela ne veut pas dire que toutes ces conséquences sont négatives. L'âge de l'enfant au moment de la séparation est un facteur important car il influe sur la manière dont l'enfant fera face à l'absence d'un parent⁴¹. Il y a des raisons de penser que la migration d'une mère peut aussi avoir des effets positifs sur les enfants. Une étude consacrée à la migration saisonnière et au développement du jeune enfant au Nicaragua a indiqué que la migration d'une mère avait un effet positif sur le développement cognitif et l'état nutritionnel de ses enfants d'âge préscolaire compte tenu de l'augmentation relativement importante des revenus du ménage liée à un emploi temporaire sur d'autres marchés du travail régionaux, qui compensait largement les effets négatifs que pouvait avoir l'absence de la mère. L'incidence positive de la migration des mères sur le développement des enfants pourrait aussi s'expliquer par la plus grande autonomie des femmes au sein du ménage due au fait qu'elles contribuent dans une plus large mesure aux revenus du ménage, combinée à la possibilité pour des membres de la famille élargie de s'occuper des enfants en l'absence de la mère. À cet égard, l'évolution de la répartition des ressources et des rapports de force dans le ménage peut avoir une influence sur les investissements dans le capital humain et favoriser ainsi l'équité intergénérationnelle de genre⁴².

2. La migration et les normes genrées sociales et culturelles

47. La migration des femmes peut modifier les normes sociales et les normes genrées au bénéfice des migrantes elles-mêmes, mais aussi de leurs communautés d'origine, qui pourraient être incitées à adopter des normes plus équitables dans les domaines de l'éducation, des droits en matière de procréation, du mariage et de l'organisation familiale et communautaire⁴³. La migration des femmes est susceptible de contribuer à une redéfinition des rôles genrés et des normes culturelles et de renforcer l'autonomie, l'estime de soi et le statut social des femmes⁴⁴. Ainsi, il est ressorti d'une étude que des migrantes d'Asie du Sud, ayant gagné en pouvoir décisionnel, exigeaient que les fonds qu'elles

³⁸ Martin F. Manalansan IV, « Queer intersections: sexuality and gender in migration studies », dans *The International Migration Review*, vol. 40, n° 1 (2006), p. 241.

³⁹ Organisation mondiale de la Santé, *Women on the Move: Migration, Care Work and Health* (Genève, 2017), p. 54.

⁴⁰ Sijapati, « Women's labour migration from Asia and the Pacific », p. 5.

⁴¹ Voir Kristina A. Schapiro, « Migration and educational outcomes of children », Human Development Research Paper, n° 57 (New York, PNUD, 2009).

⁴² Banque mondiale, *A gender (r)evolution in the making? Expanding women's economic opportunities in Central America: a decade in review* (Washington, 2012), p. 70.

⁴³ O'Neil, Fleury et Foresti, « Women on the move », p. 5.

⁴⁴ Ibid.

envoyaient à leur famille dans leur pays d'origine soient consacrés aux soins de santé et à l'éducation⁴⁵.

48. La prédominance des femmes dans un certain nombre de secteurs économiques, en particulier ceux du travail domestique et des soins, crée une chaîne mondiale des soins, c'est-à-dire une série de liens entre des personnes qui assurent des prestations de soins, rémunérées ou non, partout dans le monde. Le vieillissement de la population, la baisse des taux de fécondité, la présence croissante des femmes sur le marché du travail mondial et les lacunes des systèmes de santé et de protection sociale stimulent la demande de travaux domestiques et de soins rémunérés⁴⁶. Les femmes qui occupent ces emplois comptent souvent sur des femmes de leur famille pour s'occuper de leur propre famille, créant ainsi un effet de chaîne qui renforce le rôle traditionnellement attribué aux femmes dans leurs pays d'origine, où les femmes sont considérées comme les principales pourvoyeuses de soins au sein du ménage. Les perspectives économiques ou les possibilités d'éducation pourraient de ce fait être limitées pour la génération suivante de femmes⁴⁷.

49. Dans d'autres contextes, toutefois, la migration des femmes peut aboutir à un respect plus strict des normes et des valeurs traditionnelles⁴⁸ visant à préserver ces normes et valeurs lorsqu'elles « semblent mises à mal ». Compte tenu de l'évolution des rôles à laquelle les hommes peuvent être confrontés ou de l'incapacité des hommes à s'adapter à ces changements ou à assurer comme il se doit la subsistance de leur famille, les hommes pourraient vouloir renforcer leur rôle patriarcal et se montrer plus violents à l'égard de leur femme et des autres membres de leur famille⁴⁹.

3. La migration et l'autonomisation économique des femmes

50. Dans le discours liminaire qu'il a prononcé à la Conférence intergouvernementale chargée d'adopter le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, le Secrétaire général a souligné à quel point la migration était essentielle au fonctionnement des économies, les migrants jouant des rôles fondamentaux, notamment dans les secteurs des soins de santé et de l'aide aux personnes âgées⁵⁰. La migration peut permettre de remédier à de graves pénuries sur les marchés du travail des pays de destination et avoir ainsi une incidence positive sur l'emploi, la production et le produit intérieur brut dans ces pays.

51. À cet égard, il convient de ne pas sous-estimer l'importance des envois de fonds, qui contribuent au développement national et à l'économie internationale. Selon des estimations, en 2015, les migrants issus de pays en développement ont envoyé dans leurs pays d'origine des fonds d'un montant total de 440 milliards de dollars⁵¹. Dans bien des cas, ces fonds ont facilité l'accès des membres de la famille et des communautés des migrants à l'éducation et aux soins de santé⁵², et contribué dans une large mesure aux économies locales et aux revenus des ménages⁵³.

52. Les fonds envoyés par les migrantes dans leur pays d'origine sont considérables, même si le montant de leurs envois est en moyenne inférieur aux sommes transférées par les hommes, principalement parce que les femmes sont souvent moins bien payées. Les femmes transfèrent une plus grande partie de leurs revenus et leurs versements sont plus

⁴⁵ Voir Rita Afsar, « Contextualizing gender and migration in South Asia: critical insights », dans *Gender, Technology and Development*, vol. 15, n° 3 (2011), p. 389 à 410.

⁴⁶ O'Neil, Fleury et Foresti, « Women on the move », p. 7.

⁴⁷ Ibid., p. 6.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Voir Susan Forbes Martin, « Women and Migration », document présenté à l'occasion d'une réunion consultative consacrée à la migration et à la mobilité et à leurs incidences sur les femmes, qui s'est tenue à Malmö (Suède) du 2 au 4 décembre 2003.

⁵⁰ Voir www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2018-12-10/remarks-intergovernmental-conference-adopt-the-global-compact-for-migration.

⁵¹ Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, *International Migration Report 2017*, p. 29.

⁵² Ibid.

⁵³ O'Neil, Fleury et Foresti, « Women on the move », p. 5.

fréquents. Ainsi, il est ressorti d'une étude menée en 2000 que les Bangladaises parties travailler au Moyen-Orient envoyaient en moyenne 77 % de leurs revenus dans leur pays⁵⁴.

53. L'utilisation qui est faite des fonds envoyés dépend toutefois de la personne qui les reçoit et les gère. Selon ONU-Femmes, les femmes sont plus susceptibles de recevoir des fonds, quel que soit le sexe de l'expéditeur⁵⁵. Par exemple, une enquête menée en République dominicaine en 2004 a montré que les femmes représentaient 57 % des destinataires et 58 % des expéditeurs des fonds⁵⁶. Des études conduites en République dominicaine, au Guatemala et au Honduras ont révélé que les migrantes transféraient leurs revenus à une personne autre que leur mari si elles constataient que celui-ci ne les utilisait pas selon leurs souhaits⁵⁷.

54. Les femmes sont plus susceptibles d'investir les fonds transférés dans l'éducation et la santé des enfants. Dans le cadre d'une étude menée en Équateur en 2008, il a été constaté que le taux de scolarisation avait augmenté de 2,6 % en moyenne grâce aux envois de fonds, l'impact étant même plus important en ce qui concernait les filles, les zones rurales et les pauvres⁵⁸. De la même manière, des études conduites au Guatemala, au Mexique et au Maroc ont mis en lumière une amélioration de l'état de santé des enfants et une baisse de leur taux de mortalité après le retour de leurs mères, en raison des nouvelles connaissances sur les soins de santé acquises par celles-ci à l'étranger et des moyens financiers plus importants dont disposait la famille⁵⁹.

55. Il importe de noter qu'en émigrant, les femmes laissent un vide dans leurs pays d'origine. En 2011, la Banque mondiale a fait observer que les médecins et les infirmiers étaient les professionnels qui émigraient le plus⁶⁰. Il n'est donc pas surprenant que, selon une étude, il manque 600 000 infirmiers dans les pays subsahariens. En outre, il est ressorti d'une autre étude qu'entre 1999 et 2001, au Malawi, 60 % des infirmiers diplômés avaient quitté les hôpitaux de soins tertiaires, vraisemblablement pour émigrer. Par conséquent, 64 % des postes du secteur infirmier (largement dominé par les femmes) sont restés vacants et des centres médicaux opéraient sans personnel infirmier ou avec des employés qui ne totalisaient que dix semaines de formation médicale. Le Gouvernement malawien s'est efforcé de donner aux professionnels de la santé davantage de moyens et de revoir à la hausse leur rémunération pour enrayer l'exode des cerveaux, mais il n'a pas pu rivaliser avec les salaires proposés dans d'autres pays⁶¹.

4. Migration et participation citoyenne

56. Parmi les migrants, les femmes semblent avoir plus de difficultés que les hommes à faire valoir leurs droits dans leur pays de destination. La raison en est généralement qu'elles ont un pouvoir décisionnel moindre dans le ménage et participent moins à la prise de décisions politiques et à l'élaboration des politiques⁶². En outre, la participation effective

⁵⁴ Voir Naila Kabeer, "Footloose" Female Labour: Transnational Migration, Social Protection and Citizenship in the Asia Region, Working Paper on Women's Rights and Citizenship, n° 1 (Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 2007).

⁵⁵ Voir Allison Petrozziello, « Feminised financial flows: how gender affects remittances in Honduran-US transnational families », dans *Gender and Development*, vol. 19, n° 1 (2011), p. 53 à 67.

⁵⁶ Voir Fonds d'investissement multilatéral, « Remittances and the Dominican Republic. Survey of recipients in the Dominican Republic, survey of senders in the United States », document PowerPoint présenté à l'Université de Columbia, à New York, le 23 novembre 2004. Consultable à l'adresse : <https://slideplayer.com/slide/4771178/>.

⁵⁷ Anjali Fleury, *Understanding Women and Migration: A Literature Review*, Working Paper 8 (Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement, 2016), p. 15.

⁵⁸ Voir Carla Calero, Arjun S. Bedi et Robert Sparrow, « Remittances, liquidity constraints and human capital investments in Ecuador », Working Paper, n° 3358 (Bonn, Institute for the Study of Labor, 2008).

⁵⁹ FNUAP, *État de la population mondiale 2006 : Vers l'espoir – Les femmes et la migration internationale* (New York, 2006), p. 29.

⁶⁰ Camilla Spadavecchia, « Migration of women from sub-Saharan Africa to Europe », p. 108.

⁶¹ Voir Richard Record et Abdu Mohiddin, « An economic perspective on Malawi's medical 'brain drain' », dans *Globalization and Health*, vol. 2, n° 12 (2006).

⁶² O'Neil, Fleury et Foresti, « Women on the move », p. 6.

des femmes aux activités des associations de migrants est souvent entravée par la discrimination et la marginalisation fondées sur le genre dont elles sont victimes, ces associations ayant tendance à perpétuer les rapports hommes-femmes discriminatoires.

57. Toutefois, dans certains cas, les limites imposées à la participation des femmes et l'incapacité des femmes à faire valoir leurs priorités spécifiques par rapport à celles de la collectivité les ont incitées à créer leurs propres associations, ce qui a eu un impact positif sur les diasporas en les rendant plus sensibles aux questions de genre et aux préoccupations des femmes dans leurs travaux et leurs interventions⁶³.

58. Parmi les initiatives lancées pour promouvoir la participation citoyenne des femmes, leur autonomisation économique et leur développement socioéconomique, il convient de citer le forum en ligne African Diaspora Professional Women in Europe. Cette plateforme a été créée par une entrepreneuse togolaise et résidente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui voulait constituer à l'échelle de l'Union européenne un réseau de femmes africaines hautement qualifiées pour donner à celles-ci des moyens d'action en Europe et mettre en place des projets de développement en faveur des filles africaines. D'autres projets similaires ont également été mis en place, tels que le African Women's Development Fund, le Pan-African Women's Philanthropy Network et la Nigerians in Diaspora Organisation Europe⁶⁴.

G. Problèmes particuliers des migrantes relatifs aux droits de l'homme

1. Accès à un travail décent et à une protection sociale

59. La corrélation entre les normes genrées et les économies de marché a des conséquences diverses pour les migrantes. Les migrantes employées dans des secteurs qui utilisent de la main-d'œuvre non qualifiée, sous-évaluée et peu rémunérée, souvent en tant que domestiques ou aidantes informelles, travaillent dans des espaces difficiles à réglementer, comme le domicile de particuliers. En 2013, on estimait qu'environ 75 % des 11,5 millions de domestiques dans le monde étaient des femmes et des filles. Malgré la forte demande de domestiques dans de nombreux pays, ce travail est moins valorisé socialement que d'autres, ce qui se traduit par des salaires moins élevés, une faible réglementation du travail et une absence de protection sociale.

2. Migration et accès aux soins de santé, y compris les soins en matière de santé sexuelle et procréative, et à l'éducation

60. Les femmes et les filles migrantes ont souvent un accès limité aux soins de santé, y compris les soins de santé procréative, dans les pays de transit et de destination. Cela s'explique par des facteurs tels que le manque d'information ou de connaissances en matière de santé, l'isolement ou l'impossibilité d'accéder à des services du fait de leur statut juridique, par crainte de l'expulsion ou d'autres conséquences, en particulier pour les migrants en situation irrégulière. Le Rapporteur spécial a affirmé à maintes reprises que les États devraient veiller à ce qu'il y ait une séparation stricte (pare-feux) entre les services publics et les services de l'immigration pour permettre aux migrants d'user et de jouir de leurs droits sans crainte d'être signalés aux services de l'immigration (voir A/73/178/Rev.1).

61. Comme l'a indiqué le Comité des droits économiques, sociaux et culturels dans son observation générale n° 22 (2016) sur le droit à la santé sexuelle et procréative, le droit à la santé sexuelle et procréative fait partie intégrante du droit à la santé consacré par l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le Comité considère en outre que le droit à la santé sexuelle et procréative est indissociable des autres droits de l'homme, dont il est interdépendant. Il ajoute que ce droit est aussi influencé par les inégalités sociales et le déséquilibre des rapports de force en fonction du sexe, de l'origine ethnique, de l'âge, du handicap et d'autres facteurs. Il souligne que les migrants peuvent être touchés plus que d'autres par la discrimination croisée dans le contexte de la santé sexuelle et procréative. Les États sont donc tenus de prendre des dispositions particulières pour

⁶³ OIM, « Integration of a gender perspective in the migration and development debate », p. 6.

⁶⁴ Camilla Spadavecchia, « Migration of women from sub-Saharan Africa to Europe », p. 112.

garantir aux migrants l'accès à l'information, aux produits et aux services en matière de santé sexuelle et procréative et de faire en sorte que nul ne puisse faire l'objet de harcèlement pour avoir exercé son droit à la santé sexuelle et procréative⁶⁵.

62. Les migrantes contractent parfois le VIH au cours de leur migration ou une fois arrivées dans leur pays de destination et elles sont souvent particulièrement vulnérables au virus en raison de leur statut de migrantes. Selon des rapports, il arrive que, pendant leur parcours migratoire, les migrantes soient forcées d'avoir des rapports sexuels monnayés pour pouvoir passer les frontières⁶⁶. Les migrantes, en particulier celles qui occupent des emplois peu qualifiés, comme les domestiques, ont souvent un accès limité aux services de prévention en matière de santé sexuelle et procréative, aux soins gynécologiques et obstétricaux et à la thérapie antirétrovirale, car leur statut ne leur permet de bénéficier ni d'une assurance maladie ni des régimes publics de couverture santé (A/HRC/32/44, par. 51).

63. Il ressort également de travaux de recherche que les migrantes ont moins recours aux soins prénatals que les non-migrantes, même lorsque leur situation économique et socioéconomique est similaire. Cela est particulièrement vrai pour celles dont le statut dans un pays donné est incertain ou pour celles qui ont le sentiment que les politiques locales et les comportements sociaux à leur égard sont hostiles⁶⁷. Dans certains pays, les migrantes sont victimes de discrimination fondée sur la grossesse ou la maternité. Elles sont parfois obligées de se soumettre à des tests de grossesse à leur arrivée et, en cas de résultat positif, elles sont renvoyées ou expulsées. Cette crainte, associée à la crainte de perdre leur emploi, peut conduire les migrantes enceintes à essayer d'interrompre leur grossesse, parfois par des moyens dangereux, surtout dans les pays qui criminalisent l'interruption volontaire de grossesse (A/HRC/32/44, par. 53).

64. L'accès à l'éducation est un droit fondamental pour les garçons et les filles, y compris les filles migrantes. La barrière de la langue, l'évaluation et la reconnaissance de l'enseignement reçu auparavant et l'obtention d'équivalences font partie des obstacles que rencontrent les filles migrantes concernant l'exercice de leur droit à l'éducation. Elles se heurtent aussi à des obstacles d'ordre juridique pour ce qui est de s'inscrire à l'école, en raison de leur statut ou de celui de leurs parents au regard de la législation relative à l'immigration ou à la résidence. En outre, l'environnement dans la nouvelle école joue également un rôle crucial car la stigmatisation et la discrimination peuvent dissuader les enfants migrants d'aller à l'école. Il importe surtout de noter que l'accès à l'éducation doit être complètement dissocié de la crainte d'être expulsé. En l'absence de pare-feux, c'est à dire dans les cas où les données personnelles des enfants migrants et de leur famille peuvent être communiquées aux autorités de l'immigration, les filles migrantes sont plus réticentes à aller à l'école et à exercer leur droit fondamental à l'éducation⁶⁸.

3. Accès des femmes et des filles migrantes à la justice

65. L'accès à la justice est un aspect important de la protection des droits de l'homme des femmes et des filles migrantes, en particulier pour celles en situation irrégulière. Plus précisément, l'accès de ces femmes et de ces filles à la justice peut également être entravé par la barrière de la langue, le manque d'information sur leurs droits de l'homme et leurs droits en matière de travail et le manque de confiance dans la police.

66. Comme le Rapporteur spécial l'a souligné dans son rapport sur l'accès des migrants à la justice (A/73/178/Rev.1), les pare-feux, c'est-à-dire la séparation réelle et stricte entre les services de l'immigration et les services publics, sont essentiels pour permettre aux migrants d'user et de jouir de leurs droits de l'homme sans crainte d'être dénoncés aux services de l'immigration. Ce sont donc les pare-feux qui permettront aux femmes et aux filles migrantes qui peuvent être victimes de toute forme de violence ou de maltraitance,

⁶⁵ Voir FNUAP, *État de la population mondiale 2006*.

⁶⁶ Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, *The Gap Report* (Genève, 2014), p. 165.

⁶⁷ Voir Manuel Carballo, « Female migrants, reproductive health, HIV/AIDS and the rights of women » (2006).

⁶⁸ Voir Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Education uprooted: for every migrant, refugee and displaced child, education » (New York, 2017).

y compris la violence fondée sur le genre et la violence sexuelle, de signaler les infractions, d'obtenir une aide juridique et de saisir les tribunaux pour revendiquer leurs droits.

4. Difficultés rencontrées par les migrants autochtones

67. Les peuples autochtones courent un plus grand risque que les autres de devoir quitter leur communauté en raison de circonstances particulières telles que les incidences des changements climatiques ou des catastrophes naturelles à évolution lente, mais aussi en raison de conflits sociaux et politiques. En outre, des projets économiques à grande échelle réalisés sur des terres autochtones et des projets touristiques menés dans des zones qui sont importantes pour les peuples autochtones ont à maintes reprises provoqué des déplacements forcés et des migrations. Lorsqu'ils sont chassés de leurs territoires, les peuples autochtones voient leurs modes de vie et leurs cultures disparaître et n'ont souvent aucun espoir de retourner sur leurs terres (voir A/HRC/30/41).

68. En raison de la perte de leurs moyens de subsistance qui est souvent liée à la perte de leurs terres, les peuples autochtones risquent davantage d'être exploités et d'être victimes de violences. Cela est particulièrement vrai pour les femmes et les filles autochtones (voir A/HRC/30/41). Comme l'a indiqué le Secrétaire général à l'occasion de la Journée internationale des populations autochtones en 2018, « les femmes et les filles autochtones sont exposées à des risques élevés de traite et d'autres formes de violence »⁶⁹ pendant leur parcours migratoire. Il existe un lien évident entre la traite et la marginalisation, ce qui signifie que les peuples autochtones, en particulier les femmes et les enfants, sont les plus vulnérables⁷⁰. Ils sont également plus susceptibles de faire l'objet d'extorsion et de harcèlement aux postes-frontières (voir A/HRC/30/41, par. 47 c)).

5. Difficultés rencontrées par les migrants appartenant à la communauté lesbienne, bisexuelle, transgenre et intersexe

69. Il existe, en droit international des droits de l'homme, un cadre bien établi visant à promouvoir le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. Les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ont toujours affirmé que l'orientation sexuelle et l'identité de genre, y compris l'expression du genre, étaient des motifs de discrimination interdits, tout comme la race, le sexe ou la religion. Les mécanismes des Nations Unies chargés des droits de l'homme se sont aussi inquiétés des violations des droits de l'homme fondées sur l'identité de genre, y compris l'expression du genre, et ils ont demandé aux États d'y mettre un terme (voir A/73/152).

70. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a longuement évoqué les nombreuses violations dont les personnes lesbiennes, bisexuelles, transgenres et intersexes sont victimes dans le monde. Les actes motivés par la haine contre cette communauté sont très fréquents, brutaux et souvent commis en toute impunité. Les personnes lesbiennes, bisexuelles, transgenres et intersexes risquent en outre particulièrement d'être victimes de torture et de mauvais traitements, notamment en détention ou dans des cliniques et hôpitaux. La situation est encore aggravée par le fait que, dans de nombreux pays, la loi est utilisée pour punir des personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre et pour restreindre leur droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion. Les relations homosexuelles entre personnes consentantes continuent d'être érigées en infraction pénale dans certains pays et, dans au moins sept pays, elles sont passibles de la peine de mort (voir A/HRC/29/23).

71. Des travaux de recherches ont démontré que les migrants appartenant à la communauté lesbienne, bisexuelle, transgenre et intersexe étaient souvent victimes de discrimination et de stigmatisation de la part de leur propre communauté et du reste de la société, tant dans leur pays d'origine que dans les pays de destination et pendant leur parcours migratoire. Ces difficultés peuvent encore s'aggraver en ce qui concerne les personnes transgenres. Par exemple, lorsqu'elles sont placées en détention pour entrée et

⁶⁹ Voir <https://www.un.org/press/fr/2018/sgsm19158.doc.htm>.

⁷⁰ Carlos Yescas Angeles Trujano, *Indigenous Routes: A Framework for Understanding Indigenous Migration* (Genève, OIM, 2008), p. 34.

séjour irréguliers, les migrantes transgenres peuvent être exposées à l'isolement social et subir des violences physiques et sexuelles, étant donné qu'elles sont généralement détenues avec des hommes. Cette approche reflète en partie la portée limitée de la définition de la violence sexuelle et la vision binaire restrictive selon laquelle « les femmes sont les victimes et les hommes les auteurs », qui ne tiennent pas compte de la réalité complexe de la violence sexuelle et de ses victimes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes⁷¹.

H. Les conséquences liées au genre du renvoi et de la réinsertion

72. Comme le Rapporteur spécial l'a souligné dans le rapport qu'il a adressé au Conseil des droits de l'homme à sa trente-huitième session (A/HRC/38/41), ces dernières années, l'accent a beaucoup été mis sur le renvoi de migrants, aux dépens d'autres solutions possibles et parfois en violation des droits de l'homme. Cette tendance s'est accompagnée d'une augmentation des opérations de refoulement et de renvoi forcé qui n'étaient pas conformes au droit international des droits de l'homme. Les femmes et les filles migrantes sont touchées différemment par ces politiques de renvoi.

73. Lorsque les migrantes rentrent dans leur pays, elles peuvent transmettre à leurs pairs les compétences qu'elles ont acquises. On observe également qu'un certain nombre d'entre elles font preuve d'une plus grande autonomie et tirent profit des nouvelles normes, compétences et connaissances avec lesquelles elles sont revenues. L'acquisition de biens à leur retour contribue également à leur statut social. En outre, il ressort de rapports qu'une grande partie des femmes qui rentrent dans leur pays d'origine créent leur propre entreprise ou s'installent à leur compte, ce qui donne à penser que leur capital financier a augmenté.

74. Toutefois, les migrantes qui rentrent dans leur pays ne sont pas toujours bien accueillies, malgré la contribution qu'elles apportent à leur famille, à leur communauté et même à l'économie nationale. Elles peuvent être victimes de stigmatisation et d'exclusion. Par exemple, lors d'une visite effectuée au Bangladesh en 2013, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a appris que de jeunes bangladaises qui travaillaient dans des pays du Moyen-Orient étaient fréquemment renvoyées chez elles parce qu'elles étaient tombées enceintes à la suite de violences sexuelles. D'autres femmes étaient rentrées au Bangladesh sans avoir perçu la totalité de leur salaire ni avoir eu accès à des voies de recours pour les violations dont elles avaient été victimes (A/HRC/26/38/Add.2, par. 24). Il arrive que les membres de la famille des migrantes rentrées au pays et, éventuellement, l'ensemble de la société aient de la suspicion à leur égard et les soupçonnent de s'être mal conduites lorsqu'elles vivaient à l'étranger⁷². Certaines migrantes qui rentrent dans leur pays avec des handicaps, des problèmes physiques et psychologiques et des maladies peuvent avoir du mal à se réinsérer. D'autres peuvent ne pas savoir gérer leurs économies une fois rentrées et n'ont pas suffisamment de fonds pour investir ou pour chercher des possibilités d'exercer une activité indépendante. Ce n'est pas ce que leurs familles et la société attendent de ces femmes qui ont travaillé et gagné de l'argent à l'étranger.

75. Une fois rentrées au pays, les migrantes peuvent également avoir du mal à rétablir des liens étroits avec leurs enfants et leur conjoint⁷³. Cela peut tenir en partie aux différences de points de vue sur les questions relatives aux droits de l'homme, telles que les attentes genrées concernant les femmes dans la famille, l'égalité d'accès à l'éducation ou l'âge minimum du mariage. Une étude menée en 2007 a révélé que les femmes moldaves étaient mieux à même de s'opposer à la violence conjugale après avoir observé les normes des pays où elles avaient émigré, ce qui pouvait changer la dynamique de leurs relations⁷⁴. Lorsque les

⁷¹ Voir Ines Keygnaert et Aurore Guieu, « What the eye does not see: a critical interpretive synthesis of European Union policies addressing sexual violence in vulnerable migrants », *Reproductive Health Matters*, vol. 23, n° 46 (2015), p. 45 à 55.

⁷² Sijapati, « Women's labour migration from Asia and the Pacific », p. 9.

⁷³ O'Neil, Fleury et Foresti, « Women on the move », p. 5.

⁷⁴ Voir M. Peleah, « The impact of migration on gender roles dans Moldova », *Gender Roles in Transition*, 8 (2007).

migrantes rentrent dans leur pays, elles ont tendance à renégocier les termes de leurs relations, en particulier en ce qui concerne des questions telles que la violence familiale.

76. Les besoins particuliers des femmes et des filles migrantes rentrées dans leur pays doivent être pris en considération afin d'assurer leur pleine réinsertion. Une femme qui rentre au pays peut être mère, avoir subi un traumatisme psychologique ou physique à l'étranger ou avoir des besoins médicaux particuliers. Avant de renvoyer un migrant, il est important de tenir compte de ces facteurs et des attitudes de la communauté d'origine, en accordant une attention particulière aux besoins et aux vulnérabilités des femmes et des filles, afin de favoriser une réinsertion digne de ce nom.

IV. Conclusions et recommandations

77. Les femmes migrantes, qui représentent la moitié de la population migrante totale dans le monde, apportent d'importantes contributions sociales et économiques à leurs pays d'origine et de destination. La migration offre des possibilités de développement économique et social à de nombreuses femmes et filles. Les expériences vécues pendant la migration peuvent contribuer à l'autonomisation des femmes et des filles en renforçant leur confiance en elles, leur autonomie et le contrôle qu'elles ont sur leur vie. Le fait qu'elles aient été exposées à des normes genrées différentes peut contribuer à la réalisation de l'égalité des sexes dans leur société d'origine.

78. Toutefois, des circonstances telles que des normes et des politiques sociales et culturelles discriminatoires contribuent aux vulnérabilités particulières des femmes et des filles migrantes. Un nombre disproportionné d'entre elles sont victimes de discrimination fondée sur le genre, de maltraitance et de violations de leurs droits pendant la migration. La connaissance limitée qu'ont les États des réalités auxquelles sont confrontées les femmes et les filles migrantes nuit à leur capacité d'élaborer et d'appliquer des lois, des politiques et des programmes migratoires tenant compte des questions de genre et de veiller à ce que les femmes et les filles jouissent de leurs droits de l'homme tout au long de leur parcours migratoire.

79. Le Rapporteur spécial souligne qu'il incombe aux États et qu'il est dans leur intérêt de respecter, protéger et mettre en œuvre les droits de l'homme de toutes les femmes et filles migrantes, et de parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Pacte mondial sur les migrations.

80. Afin de garantir le respect des droits des femmes et des filles migrantes, le Rapporteur spécial recommande aux États :

a) De ratifier et d'appliquer tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme concernant la protection des droits de l'homme des femmes et des filles migrantes, en particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ;

b) De promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles en vue de la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

c) De veiller à ce que l'application, l'examen et le suivi du Pacte mondial sur les migrations soient fondés sur les droits de l'homme et tiennent compte des questions de genre et des besoins des enfants ;

d) De formuler des politiques de gestion des migrations qui soient fondées sur les droits de l'homme, tiennent compte du genre et des besoins des enfants et promeuvent l'égalité des sexes et la non-discrimination ;

e) D'accroître les possibilités de migration régulière et de permettre ainsi aux migrants, y compris les femmes et les filles, de faire des choix éclairés et d'avoir accès à une protection juridique, à des services et aux réseaux sociaux dans leurs pays d'origine, de transit et de destination ;

f) De réviser les lois et réglementations nationales en matière de migration pour qu'elles tiennent mieux compte des questions de genre, en y incluant des dispositions concernant la non-discrimination, l'égalité des hommes et des femmes, l'assurance maladie obligatoire pour les travailleurs migrants à tous les niveaux et une protection spéciale pour les catégories vulnérables de travailleurs, notamment les domestiques ;

g) De prendre des mesures pour que les politiques de regroupement familial s'appliquent aux travailleuses migrantes à tous les niveaux, y compris les domestiques, afin que leur conjoint et leurs enfants puissent les rejoindre dans leur pays de destination ;

h) D'associer les migrantes et les organisations de la société civile concernées à la formulation, à la mise en œuvre et à l'examen des politiques et réglementations visant à gérer les migrations, afin de garantir que les besoins particuliers des femmes et des filles migrantes soient pris en compte ;

i) D'organiser des séances d'orientation préalables au départ à l'intention des migrantes, afin de leur donner des informations sur leurs droits de l'homme, sur les formes possibles d'exploitation et sur les mécanismes de plainte à leur disposition, et de faire en sorte que ces femmes aient accès à des programmes d'initiation aux questions financières afin de leur permettre de mieux gérer leurs revenus ;

j) De garantir la prestation des services de base tels qu'ils sont consacrés par le droit international des droits de l'homme, afin que les citoyens n'aient pas à compter sur les envois de fonds pour compenser l'absence de services et de dispositifs de protection sociale abordables, accessibles et financés par l'État ;

k) De veiller à ce que des programmes de réinsertion fondés sur les droits de l'homme et tenant compte des questions de genre et des besoins des enfants soient mis en place à l'intention des migrants qui retournent dans leur pays d'origine et, plus particulièrement, à ce que les migrants qui rentrent dans leur pays et les communautés du pays d'origine bénéficient d'un soutien économique, socioculturel et psychosocial avant, pendant et après le retour des migrants ;

l) De dispenser une formation aux droits de l'homme tenant compte des questions de genre aux agents des services d'immigration, aux membres de la police des frontières, aux travailleurs sociaux, aux prestataires de soins de santé, aux éducateurs, aux magistrats et aux professionnels des médias, afin de les sensibiliser aux droits de l'homme des femmes et des filles migrantes ;

m) De prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les violations des droits de l'homme et les mauvais traitements à l'égard des femmes et des filles migrantes, enquêter sur ces actes et poursuivre et punir les responsables, que ces actes soient le fait d'agents de l'État ou de particuliers ;

n) De garantir que les qualifications et compétences acquises à l'étranger soient reconnues à leur juste valeur afin d'éviter que les migrantes se retrouvent en situation de sous-emploi ou que leur compétences soient dépréciées, et de veiller à ce que l'expérience et les compétences professionnelles de ces femmes soient pleinement reconnues ;

o) De lever les interdictions fondées sur le sexe et les restrictions discriminatoires imposées à la migration des femmes, comme celles fondées sur l'âge, la grossesse, la situation matrimoniale ou la maternité et, en particulier, d'abroger toutes les mesures qui imposent aux femmes et aux filles d'obtenir l'autorisation d'un membre masculin de leur famille pour pouvoir voyager ;

p) De renforcer le contrôle exercé par l'État sur les agences de recrutement privées et les courtiers pour faire en sorte que les programmes d'emploi à l'étranger et l'octroi de permis de travail soient gérés dans le respect de l'égalité des sexes et des droits des migrantes ;

q) De veiller à ce que les migrantes aient accès dans des conditions d'égalité aux voies de recours juridiques et aux mécanismes de plainte, et de fournir aux victimes de la traite, en particulier les femmes, une aide juridique, médicale et psychologique et une aide à la formation professionnelle ;

r) De veiller à ce que les femmes et les filles migrantes aient accès à l'éducation, à la protection sociale, aux soins de santé, y compris les soins de santé procréative, et aux autres services de base ;

s) De mettre en place des pare-feux entre les services publics et les services de l'immigration afin que les femmes et les filles migrantes puissent avoir accès à la justice sans crainte d'être signalées, mises en détention et expulsées ;

t) D'investir dans le renforcement des moyens dont les organismes nationaux disposent pour recueillir et utiliser des données ventilées par sexe et par âge sur les migrants, quel que soit leur statut migratoire, et d'appuyer les initiatives dans le domaine de la recherche visant à mieux comprendre l'impact de la migration sur les femmes et les filles ;

u) De mener des campagnes de sensibilisation visant à faire mieux respecter la dignité des femmes et des filles migrantes, et de mettre en évidence la contribution sociale et économique qu'elles apportent à la société ;

v) De faire figurer la question de la protection des droits des femmes et des filles migrantes au programme des dialogues intergouvernementaux sur les questions liées aux migrations aux niveaux mondial, régional et bilatéral.
